

## LOGEMENTS SOCIAUX PARTICIPATIFS À SOUK-AHRAS

# Entre contraintes et ambitions

**Plus de 200 postulants au logement social participatif de l'année 2003/2004 à travers plusieurs quartiers du chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras sont toujours en attente de leurs appartements.**

Bon nombre de chantiers fonctionnent avec lenteur, l'exemple le plus frappant est celui des bénéficiaires des 72 logements LSP «semi-finis» à la cité Djenane Toufeh, leur engagement remonte à l'exercice 2003 ; depuis, ils ont été contraints à la patience. Au mois de novembre de la même année, ces derniers se sont acquittés pour les F3 de 420 000 DA, d'autres pour les F2 de 220 000 DA, selon le président de l'association. Après six ans d'attente, les souscripteurs ont été sommés par le maître de l'ouvrage, qui est l'OPGI de Souk-Ahras, de verser une deuxième tranche soit un complément de 250 000 DA pour les F3 et 230 000 DA pour les F2, et ce, en raison d'une réévaluation du prix du logement, induite par la hausse des prix des matériaux de construction. Chose que ces derniers réfutent car les clauses du cahier des charges ne les prévoient pas.

Devant cet imbroglio, les bénéficiaires, dépités, estiment avoir été floués : retard dans les travaux, manque de suivi de la part du maître de l'ouvrage délégué, non-respect des délais de livraison. Ces derniers, qui ont patienté six ans, s'attendaient à acquérir des logements qui répondent aux normes spécifiées dans le cahier des charges ; en réalité, il n'en est rien, la situation est loin d'être reluisante sur le terrain. A titre d'exemple, la VSP (vente sur plan) n'a pas été respectée, de surcroît plus d'une

cinquantaine de locataires habitent déjà ces immeubles avec une panoplie de manquements (pas de VRD, ni AEP, ni gaz). Il faut le dire, l'opération, lancée en grande pompe il y a quelques années, a tout l'air d'être un véritable fiasco au regard des retards dans les délais de construction : ce qui devait être un palliatif à une crise de logement aiguë n'est de toute vraisemblance qu'un cautère sur une jambe de bois. Ce constat peut se faire de visu et il n'est point démenti par les récentes sorties des responsables qui cafouillent et ne savent plus comment démêler cette problématique qui commence à ébranler sérieusement le moral de ces bénéficiaires qui trouvaient dans la formule un exutoire et un espoir de posséder enfin un toit.

Ces derniers, d'un côté, sont compris dans une catégorie qui n'ouvre pas le droit à un logement social, autre handicap ne disposant pas d'une manne d'argent conséquente pour avoir une habitation décente que propose le marché immobilier. Pour le plan quinquennal (2005-2009), 280 logements sur les 3 000 inscrits est le nombre insignifiant d'unités livrées jusqu'à présent, selon le Dlep de la wilaya de Souk-Ahras, en d'autres termes plus de 1 872 postulants sont toujours en attente de leurs logements. Idem pour une partie de ce programme, pour les 848 autres unités restantes, les promoteurs sont déjà désignés et

les chantiers démarreront dans peu de temps. Dans ce quota, le chef-lieu de wilaya a bénéficié de la part du lion avec 1 734 logements LSP, 641 unités pour la daïra de Medaourouch, 584 affectés pour Sedrata et 40 pour Heddada.

Les sept chantiers comptant quelque 714 logements sociaux participatifs à Souk-Ahras-ville attribués dans le cadre du programme du président de la République connaissent un taux d'avancement de 30%, selon toujours le même responsable. Deux chantiers situés au site POS n°8 qui se trouve à quelques encablures du centre universitaire de Souk-Ahras auquel nous avons rendu visite, ont une avancée évaluée à 50%. Néanmoins concernant l'accélération des travaux, la colère gronde chez certains promoteurs, un groupe d'entrepreneurs interviewés par nos soins, nous parlent en détail sur la situation des chantiers en cours de réalisation à Souk-Ahras, mettant en exergue une panoplie d'entraves qu'ils pénalisent.

Le premier point soulevé concerne l'acte de propriété qui est assujéti par l'article 3 de la décision d'attribution de l'assiette qui exige 10 à 20% d'avancement dans la réalisation de l'ensemble des plates-formes comme condition sine qua non pour avoir cette pièce maîtresse. Sur ce point, le Dlep questionné par nos soins, nous a répondu que cette décision garantit le foncier de l'Etat, ce qui n'est guère rassurant pour les promoteurs qui ne voient pas la chose à l'aune de la même lucarne et se disent lésés par cette clause adaptée d'une manière

inappropriée. Le second point, la lenteur au niveau de l'APC et la direction de l'urbanisme qui mettent de 3 à 6 mois pour la délivrance du permis de construire, de même le dispositif de gestion mis en place pour le contrôle des listes des postulants par les différentes administrations à titre d'exemple (agence foncière, OPGI) est fustigé car l'opération est exécuté avec de très longs délais, le retard pour l'établissement de la VSP est une autre pierre d'achoppement qui ne profite pas aux acquéreurs, autre écueil qui s'ajoute à la panoplie des problèmes auxquels sont confrontés ces derniers qui persistent et signent qu'ils ont un nombre important de dossiers au niveau de la Caisse nationale du logement (CNL) qui prend plus de 3 mois pour les traiter et entamer l'opération des paiements des AAP (aide de l'Etat à l'acquisition à la propriété).

A ce sujet, la directrice de la CNL interrogé sur cette problématique nous a rétorqué : «L'opération de validation prend du temps car c'est une procédure détaillée et complexe, de surcroît les promoteurs sont nouveaux dans le créneau LSP et par voie de conséquence ne maîtrisent pas le côté administratif. Le moins qu'on puisse dire à ce rythme, cette seconde tranche de logements sociaux participatifs qui devait être théoriquement achevée avant la fin de l'année 2009, connaîtrait un petit glissement sur l'année 2010, soutiennent un groupe de promoteurs et ce retard ne profite ni aux postulants ni à la wilaya.

**Barour Yacine**

## TIZI-OUZOU

### Le travail féminin en nette progression

A Beni-Douala, Maâtkas, Tirmitine et dans d'autres contrées de la wilaya de Tizi-Ouzou, elles ne sont plus montrées du doigt, comme autrefois, ces jeunes filles de plus en plus nombreuses à prendre leur destin en main dans leur quête d'émancipation, au grand dam des milieux conservateurs et obscurantistes.

En effet, qu'elles soient universitaires et autres lettrées, voire même analphabètes, les jeunes montagnardes ne se contentent plus du travail à domicile : elles sont en train de mener une véritable «révolution», en dénichant des boulots par-ci, par-là dans le secteur public mais aussi dans le secteur privé. «Avoir mon indépendance financière me libérerait de tous les jougs sociaux et des préjugés. La femme qui travaille est beaucoup plus considérée», dira, fort à propos, une enseignante de Beni-Douala. Et à sa collègue d'ajouter avec un brin de fierté : «Figurez-vous que ce sont aujourd'hui les jeunes filles qui travaillent qui ont plus de prétendants au mariage que les casanières. Crise oblige !» Ainsi, de la coiffure à la couture, en passant par l'activité commerciale, les prestations de services, la Fonction publique et le secteur économique, elles sont omniprésentes, quasiment dans tous les secteurs, même en dehors de leur région natale. Les femmes rurales sont au Sud, dans les compagnies pétrolières, dans l'Algérois et un peu partout à l'échelle nationale, en train de gagner des échelons dans leurs carrières respectives. Au niveau des concours de recrutement dans la Fonction publique, la gent féminine représenterait les deux tiers des candidatures, à se fier à une source administrative. Par ailleurs, il convient de souligner que pour beaucoup, parmi celles qui sont cloîtrées chez elles, c'est par contrainte de ne pouvoir trouver un boulot ou alors parce qu'elles se retrouvent sous l'emprise de l'autocratie paternelle.

En somme, que ce soit à Beni-Douala, Tirmitine ou Maâtkas, la gent féminine est en passe d'«égaler» l'homme dans tous les secteurs d'activité, particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la santé où, dit-on, elles sont même majoritaires. C'est dire que les femmes travaillent de plus en plus dans les milieux ruraux où, autrefois, la vie active, en dehors de la maison, était exclusivement réservée à la gent masculine. Au fait, qui leur a collé ce sobriquet de «sexe faible» ou encore de «deuxième sexe» ?

**Kamel A.**

## TRANSPORT URBAIN À ORAN

### La direction de wilaya organise les transporteurs

Les usagers oranais des transports publics assurés en majorité par des transporteurs privés souffrent quotidiennement de l'anarchie de ce secteur qui va en s'accélégrant.

C'est l'un des grands points noirs de la ville qui voit ses responsables incapables jusqu'ici de régulariser et professionnaliser la fonction de transport.

Un constat que la direction de wilaya du transport reconnaît aisément avant de proposer quelques mesures pour améliorer la situation, mais à long terme. En fait, l'anarchie de ce secteur remonte aux années noires où la libéralisation de ce secteur pourtant essentiel a été faite dans le désordre et l'opacité sur le dos des sociétés publiques qui avaient été cassées.

Aujourd'hui, pour ce qui est du seul transport urbain, il existe pas moins de 622 transporteurs privés pour un total de 881 véhicules qui plus est dans leur majorité ne répondent pas aux normes du transport de passagers en milieu urbain.

Et c'est cette «surabondance» de transporteurs dont certains ne disposent que d'un ou deux véhicules qui semblent être l'un des obstacles à la réorganisation et à la régulation du secteur des transports. Ainsi et compte tenu des changements qu'apportera la mise en service du tramway en 2010, un projet très attendu, les autorités veulent, à tout prix, organiser les transporteurs : «Nous leur demandons de s'organiser en association ou en groupement et d'agir dans la concertation autour d'une commission de ligne ...», a indiqué le directeur des transports de la wilaya tout récemment et de poursuivre : «Nous ne voulons plus fonctionner en terme de ligne mais en terme de réseau bien que pour créer les nouvelles lignes nous ayons effectué des consultations avec les comités des quartiers.»

**Fayçal M.**

## GUELMA

# Ouverture d'une nouvelle crèche municipale

**La commune de Guelma-ville vient d'ouvrir une nouvelle garderie à caractère socio-éducatif, destinée exclusivement à recevoir 120 enfants âgés entre 3 et 6 ans.**

Le but majeur de cette infrastructure municipale est de développer une conduite en faveur des enfants, permettant à celle-ci d'être le point d'encrage des différentes actions proposées durant le temps libre et de permettre aux parents qui travaillent de confier leurs enfants durant la journée.

Cette nouvelle structure, implantée à la cité Emir-Abdelkader à la sortie est de la ville de Guelma, occupant une superficie de 1600 m2, conçue et réalisée par les nouvelle APC de la ville du 8-Mai-45, est constituée de 18 locaux, dont 6 salles de classe destinées à recevoir chacune une vingtaines de bambins des deux sexes, elle est dotée également d'une cuisine équipée, d'un réfectoire où seront servis les repas et le goûter. L'effectif est limité à 120 enfants, qui seront

accueillis de 8h du matin jusqu'à 16h de l'après-midi, de samedi à mercredi. Les habitants des cités Emir-Abdelkader, des Frères-Rabahi, Zendaoui et même de la cité Bensouilah (la gare) sont contents de l'ouverture de cette infrastructure. Ils n'ont plus besoin de se déplacer en ville chaque jour de bonheur pour leurs bambins.

Cette initiative qui visait à développer les relations avec l'école, la famille, la ville ainsi que le milieu associatif et à augmenter ce genre d'infrastructures à caractère socio-éducatif pour enfants dont leurs parents travaillent, a été couronnée de succès, cette dernière affiche déjà complet depuis son ouverture le 11 janvier dernier. Cette nouvelle crèche, tout confort dans une superbe bâtisse, calme, très lumineuse, avec deux grandes cours, dont l'une déjà aménagée et équipée pour servir de terrain de jeu pour ces enfants qui profiteront de balades, de grands jeux, d'activités adaptées à leur rythme et leur âge, s'amuser, se faire de nouveaux camarades en

toute sécurité avec des animatrices diplômées. Déjà six éducatrices s'occupent de l'encadrement pédagogique des 120 enfants en plus de 10 autres employés recrutés par l'APC de Guelma pour accomplir d'autres tâches administratives, gardiennage, entretien des locaux, etc. Imaginez une structure conviviale pour enfants de 3 à 6 ans, propre, calme, un espace dédié à l'éducation et aux loisirs nous dira, la jeune directrice, Mme Bouchâala Mounia. Un véritable «bijoux» que l'APC de Guelma vient d'ouvrir, «une situation stratégique pour un projet unique en son genre», ajoutera-t-elle. Un membre de la mairie de Guelma, en l'occurrence M. Kamel Ghaffar, un élu PT, que nous avons rencontré sur les lieux dira : «Un plan enfance, sur 5 ans, a pour objectif de créer encore des places de crèches supplémentaires et d'assouplir la réglementation, afin de développer et diversifier l'accueil des enfants de moins de 6 ans.»

**B. A.**

## BUREAU DE L'HUISSIER DE JUSTICE

### DERROUACHE KARIM

Cité 408 logts. Bât n°2 - Boumerdès

Tél. : 024 81 65 31 - Mobile : 0771 83 28 70

## AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

En vertu du jugement de la chambre civile du tribunal de Boumerdès émis le 6 octobre 1999 et de l'exécution de l'ordonnance n° 09/21 du 14 janvier 2009 rendue au bénéfice de Tazout Sadek contre les héritiers Tazout Ali, Ahmed et consorts, par le même tribunal, il sera mis en vente aux enchères publiques au dernier enchérisseur.

**Composition du lot :** une (01) villa de 450 mètres carrés, sise rue Mahmoudzi Ali, commune de Thénia (W. Boumerdès).

**Mise à prix :** 2 600 000,00 (deux millions six cent mille) dinars.

**Date, lieu et heure de vente :** tribunal de Boumerdès le 11 février à 14 heures.

**Conditions de vente :** L'habitation peut être visitée dès la parution de cet avis.

Le cahier des charges peut être consulté chez l'huissier à l'adresse indiquée.

Pour amples informations, prendre contact avec l'huissier de justice.

*L'huissier de justice*

## PENSÉE

### À la mémoire du D<sup>r</sup> Nouridine Chourak

Triste fut le 29 janvier 2007, où tu nous quittais à jamais, mon très cher époux et père.

Ce grand monsieur nous manque beaucoup. Sa grandeur fut dans sa bonté, son humanité, sa modestie et sa simplicité avec lesquelles il a vécu.

Repose en paix Nouridine, mon très cher mari, tu resteras vivant dans le cœur de tous ceux qui t'ont connu, aimé et apprécié.

**Que Dieu le Tout-Puissant nous réunisse en Son Vaste Paradis.**  
**«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».**

**Mme Chourak**

